

Les organisations de la Société Civile du Burundi, de la RDC et du Rwanda engagées ensemble pour la paix

Ce 27 Novembre 2015, à la Détente, le Centre d'alerte et de Prévention des Conflits (CENAP), en partenariat avec Interpeace, a présenté les résultats d'une recherche sur la terre dans la région des Grands Lacs, une réunion préparant un forum régional de Kinshasa pour la restitution de cette recherche.

Terre, identité, pouvoir et mouvements de populations : Escalade des conflits dans la région des Grands Lacs". Tel est l'intitulé de cette recherche qui s'inscrit dans la série des recherches sur les facteurs clés alimentant les conflits dans les pays des Grands Lacs. Sur base d'une recherche action participative, des opinions et témoignages ont été recueillis, en 2014 et 2015, auprès des personnes de diverses catégories notamment les preneurs de décisions, les organisations de la société civile, divers groupes ethniques et religieux, etc.

Ces populations consultées sont du Burundi, du Rwanda et de la RDC (Nord-Kivu et Sud Kivu). De manière générale, la recherche a dégagé les rôles de chaque acteur dans ces conflits. Selon les personnes consultées lors de cette recherche, le rôle négatif revient aux Etats, aux gouvernants, aux politiciens, et aux groupes armés. Un rôle ambivalent a été attribué à la Société civile, aux chefs coutumiers, confessions religieuses et enfin le rôle plus ou moins positif revient à la famille. Des rôles qui changent selon les positions, les intérêts et les contraintes.

Des orientations intéressantes...

Après la présentation des résultats et la projection d'un film documentaire intitulé "Touche pas à ma terre", les participants ont émis leurs appréciations. Pour certains, « la terre n'est pas la seule source de revenus, il faut penser à d'autres ouvertures ». « La libre circulation et le libre établissement sont à respecter dans la région des Grands Lacs », a fait savoir un intervenant, tandis qu'un autre trouvait que le



Discours du ministre de l'intérieur et de la formation patriotique (au milieu) lors de l'ouverture de la réunion de restitution.

vrai problème c'est la manipulation ethnique. Cependant, un des participants a pointé du doigt l'impunité qui est à l'origine des conflits, surtout envers ceux qui ont spolié les terres des déplacés et réfugiés.

Pascal Barandagiye, ministre de l'Intérieur et de la Formation Patriotique, qui a ouvert les travaux, a constaté que les pays de la région des Grands Lacs ont toujours eu un destin commun : « que ce soit le passé colonial, les mouvements des populations, les guerres interethniques cycliques, les catastrophes naturelles etc..., Bref nous avons été toujours soumis au même dénominateur commun de notre histoire. » Il a salué cette approche de réunir plusieurs acteurs pour réfléchir sur les défis auxquels nos peuples font

face et de proposer des solutions appropriées est très importante.

Un programme régional

La directrice adjointe du CENAP, Libérate NAKIMANA, a fait un éclaircissement sur la raison d'être de ce programme régional axé sous le thème « Dialogue transfrontalier pour consolidation de la paix dans la région des Grands-Lacs » qui existe depuis 2011. Il a commencé par une recherche préliminaire qui a permis d'identifier les sources de conflits dans la région des Grands lacs. Selon elle, les principales sources de conflits identifiées par les populations impliquées dans cette recherche préliminaire sont principalement les déficits démocratiques et la problématique de gouvernance, la présence

des groupes armés, les manipulations des identités et stéréotypes, la pauvreté,

« Ce programme régional part du postulat que l'interdépendance des conflits dans la région des Grands Lacs implique nécessairement des solutions régionales concertées », a-t-elle précisé. Il a comme objectif principal d'enclencher un dialogue franc entre les populations des trois pays autour de ces défis, en offrant des espaces aux différentes parties prenantes pour proposer des solutions concertées. Mme NAKIMANA a précisé que si le problème est déjà identifié, la solution est possible même si la tâche n'est pas facile.

Pour cela, les stratégies de recherche et de dialogue d'Interpeace et ses partenaires visant à nourrir le débat, de la base au sommet, ont été adoptées



Les recommandations issues de la recherche

- Sous la supervision des organisations régionales, mettre en place un cadre de suivi du dispositif de gestion des flux migratoires et réfugiés ;
- Harmoniser les cadres normatifs internes relatifs à la gestion des terres, de façon participative et inclusive ;
- Conduire une étude comparative des politiques foncières des Etats de la CEPGL ;
- Dans une approche de « Peacebuilding », ouvrir, animer ou soutenir à l'échelle locale des espaces de dialogue dans les foyers de tension ;
- Recherche Action Participative au sujet des politiques et de la gestion publique des objectifs de tolérance et de cohabitation interethnique ;
- Processus « vérité » et « réconciliation » dans les 3 pays: analyser les leçons apprises et les défis avec une emphase particulière sur les jeunes et leur rôle dans la réconciliation ;
- Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes combiné à l'éducation à la paix.

en offrant des cadres d'échange aux populations des trois pays issues de tous les secteurs de la vie.

Le forum des parties prenantes

Dans l'approche de ce programme, le forum des parties prenantes est l'organe principal pour la validation des résultats de la recherche action participative, une approche méthodologique utilisée par Interpeace et ses organisations partenaires. Il rassemble des représentants des pays de la région, venant d'horizons et d'expertise divers en rapport avec le thème traité. Il s'agit principalement des acteurs clés concernés au premier plan par des dynamiques de la paix au niveau de la région des Grands Lacs. Il est donc impérieux de les associer pour s'assurer que le processus de recherche-dialogue puisse avoir des bases solides et déboucher sur des pistes de solution opérationnelles.

Le forum régional constitue

ainsi un cadre qui rapproche les points de vue des citoyens, récoltés à travers le processus de recherche-dialogue, et a vu la participation des acteurs clés, notamment les représentants des organisations de la société civile, des confessions religieuses, les preneurs de décisions et les partenaires au programme. La Suisse et la Suède, pays qui financent le programme avaient également été confiées aux activités.

Les recommandations issues du forum des parties prenantes orientent le travail futur du programme et donnent mandat sur les actions prioritaires à mener pour renforcer la paix et la cohésion dans la région des Grands Lacs.

Pour rappel, au cours du dernier forum des parties prenantes tenu à Nairobi le 05 décembre 2013, les participants avaient proposé à Interpeace et ses organisations partenaires de mener une recherche participative afin d'éclairer le lien entre la manipulation des identités et stéréotypes, l'accès à la terre, les mouvements des populations et leur impact sur l'escalade des conflits dans la région des Grands-Lacs. Pour répondre à cet appel, une recherche action participative, essentiellement qualitative, a été menée et a touché près de 1500 personnes de la région des Grands Lacs.

Le rendez-vous de Kinshasa...

Les résultats de cette seconde recherche sur "Terre, identité, pouvoir et mouvements de populations : Escalade des conflits dans la région des grands-lacs" ont été présentés au forum de Kinshasa, du 2-3 décembre 2015 à l'Hôtel Fleuve Congo afin d'élargir le débat et d'identifier des actions prioritaires pour faire face aux défis identifiés et pour orienter les stratégies futures du programme.

Environ 150 personnes ont pris part au forum de Kinshasa. Il s'agit notamment des représentants des communautés locales qui vivent au quotidien

les conflits, les représentants de la société civile, les praticiens et experts en rapport avec le thème étudié ainsi que les décideurs politiques de trois pays de la région. Les représentants des organisations régionales étaient également présents. La délégation burundaise était composée de 23 personnalités identifiées dans les différentes institutions burundaises concernées par la thématique ainsi que les acteurs de la société civile qui exécutent des programmes au niveau régional et des représentants des médias. Le Ministre de l'Intérieur et de l'Education Patriotique s'était également déplacé pour participer à ces assises.

Le forum de Kinshasa a commencé par les discours de circonstances qui ont insisté sur le bien-fondé d'un tel travail et l'ont félicité, en soulignant l'importance de la paix dans la région des Grands Lacs.

Les travaux proprement dits ont débuté par une brève présentation de l'organisation, suivie de la projection d'une vidéo sur le programme régional de dialogue transfrontalier pour la paix dans la région des Grands Lacs.

Une participation riche et motivée

Avant de débattre sur ce film documentaire, les organisateurs de cette rencontre de Kinshasa ont aussi présenté leurs réalisations, et ont répondu aux questions de l'assistance. D'emblée, il a été clair que les débats seront très animés, riches et divergents. Les premières questions se sont intéressées aux résultats de cette recherche entre les pays intéressés, ainsi que à la durabilité des acquis du programme. Beaucoup d'intervenants ont souligné que le problème de paix dans cette région est plus un problème des politiciens que des populations à la base : « *Il faut une dédramatisation des conflits au niveau des populations, parce qu'ils sont causés par les acteurs politiques.* »

Alors que certains ont soutenu que la question foncière est la source de tous les conflits dans



Le forum de Kinshasa a commencé par les discours de circonstances.

cette région, d'autres ont répliqué que la terre n'est pas seulement une cause de conflit, mais peut être une source de développement et de paix. « *Vous cherchez des solutions immédiates à des problèmes directs et violents sans prendre le recul qu'il faut* », a déclaré un participant. « *C'est une région avec beaucoup d'atouts non exploités, il faut donc imaginer une bonne gestion et une bonne gouvernance* » a ajouté un autre. Il faut noter qu'un intervenant a insisté sur le besoin important de séparer les terres coutumières et celles de l'Etat.

Les organisateurs de ce forum ont essayé de répondre le plus succinctement possible à ces questions, tout en appréciant les apports de l'assemblée, les considérations et les propositions des intervenants.

Il s'en est suivi une présentation du processus de mise en œuvre des recommandations du forum de Nairobi, et des résultats de recherche, par un panel des experts des trois pays, suivie d'une séance de questions-réponses, tout aussi intéressantes et animées. Dans cette dernière, les questions portaient surtout sur des précisions de forme et de

méthodologie, tandis que, sur le fond, certains intervenants ont demandé une participation plus inclusive. Les intervenants, chacun selon son pays d'origine, ont également essayé de montrer les avancées ou les carences de leurs pays respectifs pour lutter contre les conflits liés à la terre ou aux déplacements des populations.

Des recommandations enrichies et approuvées...

La seconde journée de ce forum de Kinshasa a surtout été marquée par la lecture et l'étude des recommandations du rapport. Elle a été précédée par la projection d'une autre vidéo, montrant le travail des groupes transfrontaliers de dialogue permanents, et les débuts des discussions.

Il s'en est suivi une séance très animée de travaux en groupes sur les recommandations et leur restitution. Le forum s'est clôturé par une discussion en plénière pour orienter la prochaine phase et évaluer le succès de la réunion. Les recommandations ont été validées, catégorisées par les acteurs concernés et les actions de plaidoyer ont été identifiées. Le programme sera chargé d'assurer le suivi de leur mise en

œuvre.

Dans les discours de clôture, le premier secrétaire d'ambassade du Rwanda en RDC, la représentante de l'ambassade suisse, le ministre burundais de l'Intérieur et de la Formation Patriotique et le ministre congolais des affaires foncières, ont tour à tour, une fois de plus salué et remercié le travail d'Interpeace et de ses organisations partenaires, en promettant l'engagement de leurs gouvernements respectifs dans cette initiative de la paix dans la région des Grands Lacs.

Encadré

Les organisations partenaires de l'Interpeace sont, en RDC, Pole Institute et le Centre d'Etudes Juridiques Appliquées (CEJA) au Nord-Kivu, ainsi que l'Action pour la Paix et la Concorde (APC) et le Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO) au Sud-Kivu.

Au Burundi, il s'agit du Centre d'Alerte et de Prévention des Conflits (CENAP) et au Rwanda, Never Again Rwanda (NAR)



D'emblée, il a été clair que les débats seront très animés, riches et divergents.



Il s'en est suivi une séance de travaux en groupes sur les recommandations et leur restitution.